

Déclaration économique

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je demande à mes collègues de bien vouloir se rasseoir et de conserver un peu de leur énergie, dans l'espoir qu'il leur en restera pour en faire autant après qu'avant.

Il y a moins de deux mois, ce gouvernement est arrivé au pouvoir avec un mandat national de changement. Nous l'avons fait parce que, le 4 septembre, le peuple canadien avait porté un jugement clair et confiant sur l'avenir de ce pays.

Les Canadiens ont voté pour le changement et pour un avenir meilleur parce qu'ils savaient que, comme nation, nous pouvions faire beaucoup plus pour réaliser cet avenir, pour créer une croissance nouvelle, de nouveaux emplois et de nouvelles possibilités pour tous les Canadiens. Ils ont ainsi fourni l'occasion de prendre un nouveau départ, de faire renaître la confiance et d'établir un nouveau consensus national en vue de réaliser le potentiel du Canada.

[Français]

Les Canadiens ont voté non seulement pour un changement des politiques, mais aussi pour un changement du mode d'élaboration de ces politiques. Voilà notre mandat. Voilà notre défi.

[Traduction]

Le vote du 4 septembre est aussi un verdict sévère porté sur la période récente. Les Canadiens ont jugé une décennie sans précédent caractérisée par la hausse des déficits de l'État et la montée du chômage, par l'expansion et l'interventionnisme de l'administration publique et par une croissance économique chancelante et incertaine. Ils se sont rendu compte que les réalités économiques avaient changé et que leur pays n'avait pas évolué au rythme de ce changement. Ils ont constaté que leur gouvernement et leur économie s'étaient écartés dangereusement de la voie à suivre et de l'équilibre à conserver.

Peu de Canadiens affirmeront que la situation est meilleure aujourd'hui qu'elle ne l'était au cours de l'année de notre centenaire, de cette grande année d'espoir et de réalisation. Et il en a encore moins pour penser que nous pouvons reculer l'horloge et revenir au «bon vieux temps». Il y a des réalités nouvelles, des défis nouveaux. Cependant, une chose fondamentale n'a pas changé: notre pays est toujours riche en ressources naturelles, en capacités technologiques et financières et, par dessus tout, en ressources humaines capables de concrétiser ses grandes promesses. L'heure est venue de revendiquer cet avenir pour tous les Canadiens.

Dans cette optique, nous avons fait l'inventaire de la situation au cours des deux derniers mois. Je tiens à remercier mes collègues pour leur aide, qui nous a permis de tracer la voie à suivre au cours de cette première étape stimulante de notre mandat. Je voudrais faire connaître ce soir aux Canadiens les résultats de cette période d'activité intense de manière que, tous ensemble, nous puissions planifier notre cheminement pour les quatre prochaines années.

Le gouvernement ne s'est pas abstenu de prendre des décisions pendant cette période. Nous n'avons pas tardé à agir dans toutes sortes de domaines où des mesures s'imposaient de toute urgence. Un certain nombre de décisions ont déjà été annoncées. Ce soir, je ferai connaître d'autres décisions importantes grâce auxquelles nous commencerons à tenir nos promesses.

Cependant, je veux surtout indiquer clairement les directions dans lesquelles notre gouvernement se propose de s'engager pour s'acquitter de son mandat de changement. Je veux aussi

amorcer le processus national de débat et de consultation qui est indispensable à la réalisation de nos objectifs. En conséquence, je déposerai ce soir un document intitulé «Une nouvelle direction pour le Canada: Un programme de renouveau économique». Ce document expose les fins que doit poursuivre notre nation. Il servira à localiser les consultations qui se tiendront avec toutes les composantes de la collectivité canadienne.

[Français]

Le programme en question tient compte des responsabilités économiques importantes des provinces. Notre but est de promouvoir la croissance économique de concert avec les provinces. La confrontation fera place au dialogue.

Les Canadiens savent que ce pays a laissé passer des possibilités de croissance et de création d'emplois. Ils savent que notre compétitivité s'est dégradée; les revenus ont à peine suivi l'inflation; la confiance dans l'avenir s'est effritée; et les Canadiens ont constaté que les efforts du gouvernement en vue de résoudre les problèmes avaient trop souvent aggravé la situation au lieu de l'améliorer.

● (1840)

[Traduction]

Pendant trop longtemps, le gouvernement du Canada a réagi aux problèmes sérieux de notre économie en s'attaquant aux symptômes et en négligeant les causes de ces problèmes. Pendant trop longtemps, le gouvernement a essayé de substituer les jugements des politiciens et des organismes réglementaires à ceux du marché, par le biais d'une réglementation excessive et d'un recours systématique à l'emprunt, pour se sortir de chaque problème nouveau qui se présentait. Pendant trop longtemps, nous avons souffert d'une discordance de plus en plus flagrante entre l'appel symbolique au secteur privé et la réalité d'un interventionnisme croissant de l'État.

Le gouvernement a trop souvent retardé le changement par son action en protégeant, aux dépens du contribuable, les entreprises qui avaient du mal à accroître leur productivité ou étaient incapables de saisir les possibilités nouvelles du marché. En étant captifs du passé, nous avons pris le risque d'obérer l'avenir.

En conséquence, l'entreprise—et tout spécialement la petite entreprise—s'est trouvée ligotée par une réglementation croissante qui a sapé les énergies créatrices nécessaires pour prendre des risques, accroître la productivité et créer des emplois durables et satisfaisants.

Notre objectif est de libérer les énergies créatrices des Canadiens afin qu'ils puissent bâtir un avenir meilleur, de donner aux jeunes l'occasion d'apporter une contribution productive à l'économie et d'offrir des possibilités nouvelles aux femmes en milieu de travail ainsi qu'aux travailleurs âgés qui ont perdu leur emploi. Nous voulons remettre le Canada au travail.

Des voix: Bravo!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): En fait, les personnes âgées et handicapées de notre pays ne pourront avoir un sentiment de sécurité économique tant qu'un aussi grand nombre de nos jeunes seront au chômage et que les perspectives de notre économie seront aussi incertaines.